

## Préambule

Le titre ne doit pas égarer : toutes les catastrophes ne sont pas équivalentes, ni en amplitude, ni en désolation, ni en conséquences. Un tsunami sans incidence sur une installation nucléaire n'est pas identique à un tsunami qui endommage gravement une usine atomique. L'incurie dans la gestion de cette usine ouvre encore un autre registre de gravité.

La catastrophe atomique – militaire ou civile, toutes différences gardées – reste la catastrophe tendanciellement irrémédiable, dont les effets se propagent à travers les générations, à travers les sols, toutes les espèces de vivants et l'organisation à grande

échelle de la production de l'énergie, donc aussi de sa consommation.

Ce que veut dire ici l'« équivalence » des catastrophes revient à affirmer que la propagation ou la prolifération des tenants et aboutissants de toute espèce de désastre porte désormais une marque de ce dont le risque nucléaire exhibe le paradigme. Il y a désormais une interconnexion, un entrelacement voire une symbiose des techniques, des échanges, des circulations, qui ne permet plus à une inondation – par exemple – où qu'elle soit localisée de ne pas engager de rapports avec une quantité d'intrications techniques, sociales, économiques, politiques qui empêchent de la considérer comme un dommage ou comme un malheur dont on pourrait, tant bien que mal, tracer la circonscription. Bien moins encore le peut-on pour une catastrophe chimique, comme celle de Bhopal en 1984<sup>1</sup>, dont les effets humains, écono-

---

1. Cette ville indienne avait été victime, le 3 décembre 1984, d'un très grave accident dans une usine de pesticides, qui a terriblement et pour longtemps pollué cette région.

miques, écologiques sont toujours sensibles aujourd'hui.

La complexité désormais en jeu se marque singulièrement au fait que les catastrophes naturelles ne sont plus séparables de leurs implications ou retentissements techniques, économiques, politiques. Simple accident, le nuage d'un volcan bloque la navigation aérienne sur un quart au moins du monde; vraie catastrophe, un tremblement de terre secoue avec le sol et les bâtiments toute une situation sociale, politique, morale. La question déjà soulevée par le séisme de Lisbonne en 1755 – lui-même ressenti du Maroc jusqu'au nord de l'Europe – et qu'on nommait alors question de la « Providence », cette question subtilement renouvelée par Kiarostami dans la question « Allah permet-il cela? » posée par un personnage de son film sur le séisme iranien de 1990<sup>1</sup>, cette question ne peut plus porter ce nom. On

---

1. *Zendegi va digar bich* – en français « Et la vie continue », 1991.

ne peut nier les forces telluriques ou météorologiques. Mais on ne peut pas plus nier l'enchevêtrement inextricable des techniques, des politiques, des économies avec les mouvements de ces forces. Rousseau écrivait à Voltaire, en 1756, « convenez, par exemple, que la nature n'avoit point rassemblé là vingt mille maisons de six à sept étages, & que si les habitans de cette grande ville eussent été dispersés plus également & plus légèrement logés, le dégât eût été beaucoup moindre & peut-être nul<sup>1</sup> ». Rousseau pouvait imaginer que la construction d'une ville soit conçue d'une autre façon. Mais aujourd'hui tous nos efforts d'imagination en matière de villes, de transports, d'énergies sont inexorablement entraînés soit vers un accroissement de complexité et d'interdépendance technique, sociale, économique, soit vers les objections et les obstacles qu'élèvent les

---

1. Jean-Jacques Rousseau, *Lettre à Voltaire sur la Providence*, dans Bernard Gagnebin et Marcel Raymond (éds), *Œuvres complètes*, t. IV, Paris, Gallimard, coll. « Bibliothèque de la Pléiade », 1969, p. 1061.

complexités déjà en place et les nécessités qu'elles imposent.

Cette alternative elle-même – la complexité des systèmes interdépendants (éco-  
lo-nomiques, socio-polito-idéo-logiques, techno-scientifico-culturo-logiques, etc.)  
et/ou les chaînes de contraintes existantes (l'électricité, le pétrole, l'uranium, tous les  
minéraux rares, etc. – et leurs mises en œuvre, leurs usages civils et militaires,  
sociaux et privés, etc.) – dépend d'une interconnexion générale : celle de l'argent  
par lequel fonctionnent tous ces systèmes et à quoi, en dernière instance, ils recon-  
duisent, puisqu'il faut que toute opération de fabrication, d'échange, de distribution  
aboutisse à une rentabilité. Cette inter-  
connexion exprime une économie guidée  
par la production et l'autoproduction de  
la richesse, d'où découle la production  
incessante de nouvelles conditions, normes  
et contraintes de vie – non par la repro-  
duction des conditions d'existence et la  
thésaurisation somptuaire de richesses  
glorieuses. Le basculement de la seconde

forme à la première a été le fait de ce qu'on nomme « capitalisme » – c'est-à-dire, comme on le sait, le processus qu'engendre l'accumulation d'un capital destiné à l'investissement rentable et non à l'ostension glorieuse.

Marx a nommé l'argent « équivalent général ». C'est de cette équivalence qu'on veut parler ici. Non pour la considérer elle-même, mais pour considérer que le régime d'équivalence générale absorbe désormais virtuellement, bien au-delà de la sphère monétaire ou financière mais grâce à elle et en vue d'elle, toutes les sphères de l'existence des hommes, et avec eux de l'ensemble des existants.

Cette absorption passe par une étroite connexion entre le capitalisme et le développement technique tel que nous le connaissons. C'est la connexion, précisément, d'une équivalence et d'une interchangeabilité illimitée des forces, des produits, des agents ou acteurs, des sens ou valeurs – puisque la valeur de toute valeur est l'équivalence.

Les catastrophes ne sont donc pas de

même gravité, mais elles communiquent toutes avec l'ensemble des interdépendances qui composent l'équivalence générale. En outre, il ne faut pas oublier d'inclure les guerres dans cette interconnexion, et plus particulièrement toutes les transformations modernes du concept et des pratiques de la guerre : guerre « de partisans », guérilla, guerre « totale », « mondiale », opérations de police baptisées « guerres », etc. – développement symétrique des armes très lourdes et des armes légères qui, les unes et les autres, accroissent la prolifération de la guerre et de ses effets sur les populations dites « civiles » ainsi que sur les cultures, les élevages, les sols, etc. Et sans omettre la guerre économique qui agite incessamment de l'intérieur le système de l'équivalence générale.

C'est pour finir cette équivalence qui est catastrophique.

On n'en conclut pas pour autant que le capitalisme serait le mauvais sujet de notre histoire auquel on saurait quel bon sujet – ou quelle bonne « subjectivation » comme